

# République démocratique du Congo – Situation d'urgence complexe

28 DÉCEMBRE 2023

## COUP D'ŒIL SUR LA SITUATION



- Les FARDC, les groupes armés alignés sur les FARDC et le M23 ont convenu d'un cessez-le-feu de 72 heures le 11 décembre, que les parties ont prolongé du 14 au 28 décembre, selon les médias internationaux. Malgré l'amélioration de l'accès à l'aide humanitaire, de graves besoins persistent dans l'est de la RDC.
- Les attaques des groupes armés ADF contre les civils dans le territoire de Beni, dans la province du Nord-Kivu, se sont poursuivies en novembre, exacerbant l'insécurité alimentaire et entravant les opérations humanitaires.
- L'UNICEF, partenaire de l'USAID/BHA, a poursuivi la sensibilisation de la communauté à la prévention de la VBG en octobre, augmentant sa portée de 130 % par rapport à septembre.



### TOTAL DU FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN

En interventions d'urgence en RDC pour l'exercice fiscal 2024

USAIS/BHA <sup>1</sup>	232 395 816 \$
Département d'État/PRM <sup>2</sup>	3 300 000 \$

**Total 235 695 816 \$**
*Pour connaître la répartition complète du financement entre les partenaires, voir le tableau détaillé en page 8*
<sup>1</sup> Bureau USAID d'assistance humanitaire : USAID's Bureau for Humanitarian Assistance (USAID/BHA)

<sup>2</sup> Bureau de la population des réfugiés et des migrations du Département d'État des États-Unis : U.S. Department of State's Bureau of Population, Refugees, and Migration (Département d'État/PRM)

## PRINCIPAUX DÉVELOPPEMENTS

### **Le cessez-le-feu de deux semaines entre les FARDC et les M23, après des affrontements intenses dans l'est de la RDC, facilite les premiers retours et l'accès à l'aide humanitaire**

Les affrontements entre les Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC), les groupes armés alignés sur les FARDC et le groupe armé du Mouvement du 23 mars (M23) dans la province du Nord-Kivu, principalement dans les territoires de Masisi et de Rutshuru, ont en grande partie cessé le 11 décembre après l'annonce d'un cessez-le-feu de trois jours facilité par le gouvernement américain, selon les médias internationaux. Le cessez-le-feu, que les parties ont prolongé du 14 au 28 décembre, a reçu le soutien des gouvernements de la RDC (GoRDC) et du Rwanda. Le cessez-le-feu fait suite à des affrontements quasi constants entre le M23 et d'autres groupes armés au Nord-Kivu depuis le 1<sup>er</sup> octobre, qui ont contribué à la détérioration des conditions humanitaires et à l'interruption de l'aide humanitaire dans les zones touchées. Les violences liées au M23 à Masisi et à Rutshuru ont déplacé au moins 500 000 personnes entre octobre et début décembre, augmentant considérablement les besoins humanitaires, les risques de violations de la protection et la pression sur les services limités dans les communautés accueillant des personnes déplacées à l'intérieur du pays (PDI), selon l'ONU. Dans la province voisine de l'Ituri, l'une des destinations des personnes déplacées du Nord-Kivu, les acteurs de la protection ont enregistré plus de 3 200 incidents en novembre, soit une augmentation de 12 % des violations de la protection signalées, notamment les enlèvements, le travail forcé et la violence basée sur le genre (VBG), par rapport à octobre, la plupart des incidents se produisant alors que les personnes fuyaient les affrontements. En outre, les activités des groupes armés ont régulièrement bloqué les principales routes à Masisi et Rutshuru d'octobre à novembre, provoquant des augmentations de prix pour les produits de base et perturbant la circulation des articles essentiels, y compris la nourriture et le carburant, vers les populations du Nord-Kivu.

Le cessez-le-feu du 11 au 28 décembre a facilité une réduction globale de l'intensité des combats dans le Nord-Kivu malgré des affrontements sporadiques entre le M23 et les groupes armés locaux, permettant un retour à un certain degré de stabilité dans certaines régions de la province, selon l'Organisation internationale pour les migrations (OIM). Le nombre de personnes déplacées retournant dans leurs zones d'origine au Nord-Kivu a augmenté de 19 % entre le 19 novembre et le 15 décembre, probablement en raison du cessez-le-feu, selon l'OIM. Le cessez-le-feu a également permis une plus grande circulation de l'aide humanitaire après plusieurs semaines de difficultés d'accès liées à l'insécurité ; les ONG, dont au moins un partenaire de l'USAID/BHA, avaient précédemment suspendu ou réduit les opérations à Masisi en novembre, laissant au moins 200 000 personnes récemment déplacées dans le besoin hors de portée des acteurs de l'aide humanitaire à partir du 24 novembre, selon l'ONU. Malgré un meilleur accès, d'importants besoins humanitaires —notamment en matière de nourriture, de soins de santé et d'abris—subsistent dans toute la province à la mi-décembre, en particulier parmi les PDI à Masisi et Rutshuru qui ont été coupées de l'aide pendant de longues périodes, selon les acteurs de l'aide humanitaire. En outre, le risque d'une nouvelle escalade et de déplacements ultérieurs, y compris des populations récemment retournées chez elles, reste élevé compte tenu de l'expiration de la prolongation initiale du cessez-le-feu le 28 décembre.

## L'insécurité le long des routes entrave les opérations humanitaires dans l'est de la RDC

Les incidents de sécurité continuent de menacer la sécurité des travailleurs humanitaires et d'affecter les opérations humanitaires. L'ONU a enregistré au moins 217 incidents de sécurité impliquant des travailleurs humanitaires en RDC entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 13 novembre. Plusieurs des incidents signalés étaient des crimes opportunistes commis le long des routes. Notamment, dans le territoire de Djugu en Ituri, l'insécurité sur les axes Lopa-Pimbo et Katoto–Drodro a incité certaines organisations humanitaires à suspendre les mouvements de leur personnel pendant une période de deux semaines à la fin du mois d'octobre, limitant ainsi la capacité des acteurs humanitaires à atteindre les plus de 100 000 personnes déplacées qui s'abritent dans des camps de personnes déplacées dans les villes de Djugu, Drodro, Fataki et Lita. En outre, des individus armés ont dévalisé au moins trois organisations humanitaires sur l'axe Chivanga-Butale dans le territoire de Kalehe au Sud-Kivu entre le 18 et le 20 novembre, tandis que deux autres organisations non gouvernementales (ONG) ont été victimes de vols à main armée le long des axes Musisi-Butale et Bulambika–Hombo au Sud-Kivu le 18 novembre, selon l'ONU. Malgré l'instabilité de l'environnement opérationnel dans l'est de la RDC, les travailleurs humanitaires ont maintenu leur présence dans les zones d'insécurité et continuent d'apporter une aide humanitaire aux populations dans le besoin. Le gouvernement américain et les partenaires de mise en œuvre continuent de surveiller la situation en matière de sécurité, et l'ONU a mené des actions de plaidoyer auprès des autorités locales pour renforcer la sécurité afin de permettre un accès humanitaire sans entrave aux populations touchées, en particulier lorsque la Mission de l'Organisation des Nations Unies pour la stabilisation en RDC commencera à se retirer du Sud-Kivu en décembre.

## Les attaques attribuées aux ADF aggravent l'insécurité alimentaire dans le territoire de Beni

Statut IPC Juillet 2023-Décembre 2023	
Phase 5	0 personne au niveau Catastrophe
Phase 4	3 531 289 personnes au niveau Urgence
Phase 3	21 866 626 personnes au niveau Crise
Phase 2	49 740 503 personnes au niveau Stress
Phase 1	34 456 568 personnes en situation d'insécurité alimentaire minimale

En novembre, des membres présumés du groupe armé des Forces démocratiques alliées (ADF) ont mené des attaques contre des civils dans le territoire de Beni au Nord-Kivu, augmentant le risque de violations de la protection, exacerbant les besoins humanitaires et entravant les opérations de secours. Fait préoccupant, certaines zones du territoire de Beni ont connu une augmentation marquée des attaques des ADF depuis au moins octobre, probablement en raison des opérations en cours dirigées par le gouvernement contre le groupe dans le sud de l'Ituri et le Nord-Kivu, selon les médias locaux. Récemment, des éléments présumés des ADF ont lancé une série d'attaques visant des civils près de la ville de Mamove, dans le territoire de Beni, dans la zone de santé d'Oicha, entre le 21 et le 25 novembre, entraînant la mort d'au moins 25 civils et la destruction de plusieurs maisons.

Les attaques des ADF contre les civils entravent leur accès aux champs et aux moyens de subsistance, ce qui affecte négativement la situation de la sécurité alimentaire à Oicha. Avant l'augmentation des attaques depuis octobre, l'analyse de la Classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) de septembre prévoyait

qu'environ 20 % de la population du territoire de Beni connaîtrait des niveaux d'insécurité alimentaire aiguë de type Crise-IPC 3 ou pire jusqu'en décembre, le chiffre étant susceptible de passer à 30 % en janvier-juin 2024 en raison de facteurs économiques, de la disponibilité de la nourriture et de

l'insécurité.<sup>3</sup> En outre, l'augmentation des attaques des ADF a empêché l'aide humanitaire d'atteindre les personnes dans le besoin. En octobre, des civils frustrés par les récentes incursions des ADF ont brûlé deux camions et un conteneur transportant de la nourriture à distribuer appartenant au Programme alimentaire mondial (PAM) des Nations Unies, partenaire de l'USAID/BHA, ce qui a contraint le PAM à interrompre son aide pendant plus d'un mois. Les dirigeants de la société civile ont également exprimé leur inquiétude quant à la résurgence de la violence des ADF et à la détérioration des conditions humanitaires qui en a résulté au cours des derniers mois découragent les mouvements de retour à Oicha, qui avaient augmenté avant la résurgence de la violence en octobre, selon les médias locaux.

### **Les inondations dans le Haut-Uele, le Sud-Kivu et la province de Tshopo en novembre et décembre contribuent à l'augmentation des besoins humanitaires**

Les fortes pluies et les inondations qui ont suivi ont généré des besoins humanitaires accrus dans les provinces du Haut-Uele, du Sud-Kivu et de Tshopo en novembre et décembre. Les pluies torrentielles de la mi-novembre ont fait déborder trois rivières, entraînant des inondations dans plusieurs localités des territoires de Dungu dans le Haut-Uélé et de Fizi dans le Sud-Kivu. Les inondations ont causé la mort d'au moins quatre personnes et blessé 20 autres, ainsi que la destruction de plusieurs établissements de soins de santé, perturbant les services de santé pour plus de 5 000 personnes et augmentant le risque de transmission du choléra, selon l'ONU. De plus, les inondations ont endommagé plus de 1 400 maisons, laissant au moins 11 300 personnes sans abri. La plupart des personnes déplacées résident chez des membres de la communauté d'accueil, ce qui met à rude épreuve des ressources déjà rares, selon les rapports de l'ONU en date du 21 novembre. Le PAM continue de faire état de difficultés dans la distribution de nourriture et le transport de ressources essentielles aux populations résidant dans les zones de santé des territoires de Fizi, Kalehe et Mwenga au Sud-Kivu, où les efforts de secours ont diminué en raison des fortes pluies.

En outre, les inondations dans huit zones sanitaires du centre de Tshopo ont touché environ 70 000 personnes et endommagé près de 7 100 maisons entre le 20 et le 27 novembre, selon les autorités gouvernementales locales. La plupart des ménages touchés accueillent des personnes déplacées qui ont fui la violence intercommunautaire ailleurs dans la province ; les inondations ont exacerbé les vulnérabilités multisectorielles existantes des communautés d'accueil et des personnes déplacées, notamment le risque accru de transmission de maladies en raison de la dégradation des infrastructures d'eau, d'assainissement et d'hygiène (WASH), selon les acteurs de l'aide d'urgence. Début décembre, de fortes pluies et les inondations qui ont suivi dans le territoire d'Isangi de Tshopo ont touché environ 21 000 autres personnes. Les inondations ont endommagé ou détruit des champs et des résidences agricoles, ainsi que des infrastructures, dont trois routes et près de 2 400 latrines, selon les médias locaux.

<sup>3</sup> | La classification intégrée des phases de la sécurité alimentaire (IPC) est une initiative multipartenaire qui a développé une échelle standardisée pour classer la gravité et l'ampleur de l'insécurité alimentaire. L'échelle IPC, qui est comparable à travers les pays et le temps, va de Minimale-IPC 1 à Famine-IPC 5 pour une insécurité alimentaire aiguë.

## CHIFFRES CLES



**4,6 millions**

Personnes ayant bénéficié d'une aide alimentaire du PAM entre janvier et octobre



**11**

Nombre de partenaires de l'USAID/BHA mettant en œuvre des programmes de nutrition essentiels en RDC



**1 100**

Enfants âgés de 0 à 23 mois ayant reçu des vaccins de routine de l'UNICEF en octobre

## RÉPONSE DU GOUVERNEMENT DES ÉTATS-UNIS

### SECURITE ALIMENTAIRE ET NUTRITION

Les partenaires de l'USAID/BHA continuent de fournir une aide alimentaire d'urgence aux populations à risque d'insécurité alimentaire aiguë en RDC, notamment les membres des communautés d'accueil, les PDI et les réfugiés. Les ONG partenaires et l'ONU fournissent des transferts en espèces pour les denrées alimentaires, des bons alimentaires et une aide alimentaire en nature, y compris des produits de base fournis par les États-Unis, afin d'aider les ménages à satisfaire leurs besoins alimentaires de base. Avec le financement de l'USAID/BHA et d'autres donateurs, le PAM a continué à mettre en œuvre une réponse étendue aux besoins d'aide alimentaire dans l'est de la RDC, malgré les contraintes d'accès à la fin de 2023, élargissant sa portée à 100 000 personnes nouvellement déplacées supplémentaires dans le Nord-Kivu en novembre et décembre en raison de l'escalade de la crise du M23. Entre le 1<sup>er</sup> et le 19 décembre, le PAM a distribué plus de 3 200 tonnes de blé fourni par l'USAID/BHA à plus de 268 000 bénéficiaires et a fourni des transferts en espèces pour la nourriture à plus de 179 000 personnes déplacées et membres de la communauté d'accueil en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu.

L'USAID/BHA soutient actuellement 11 agences des Nations Unies et ONG partenaires pour identifier et traiter la malnutrition aiguë dans toute la RDC. Le partenaire de l'USAID/BHA, le Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), a examiné près de 44 000 enfants âgés de cinq ans et moins pour détecter les cas de malnutrition aiguë en octobre et a adressé quelque 7 000 enfants souffrant de malnutrition aiguë sévère afin qu'ils reçoivent un traitement plus poussé. Afin d'améliorer la sécurité alimentaire et les résultats nutritionnels à long terme, le financement de l'USAID/BHA soutient les activités de sensibilisation et de sensibilisation, qui visent à renforcer les capacités des agents de santé communautaires et des autres membres de la communauté à identifier, prévenir et adresser les cas de malnutrition aiguë. Les partenaires de l'USAID/BHA distribuent également des outils et des semences pour soutenir la production agricole des ménages.

### SANTE

Les ONG et les partenaires des Nations Unies, avec le soutien du gouvernement américain, s'efforcent de soutenir la disponibilité des médicaments essentiels et des fournitures médicales, l'accès des populations déplacées et des populations hôtes à des services de soins de santé primaires de qualité, ainsi que la surveillance des maladies et les efforts de réponse, tout en fournissant des formations et d'autres mesures de renforcement des capacités aux agents de santé et aux établissements de

santé. Les partenaires de l'USAID/BHA soutiennent les activités de soins de santé reproductive et de prévention et de réponse à la violence basée sur le genre dans les communautés touchées par la crise dans l'est de la RDC, ainsi que les efforts de sensibilisation aux pratiques exemplaires en matière de santé et d'hygiène pour prévenir la transmission des maladies transmissibles. En octobre, l'UNICEF, partenaire de l'USAID/BHA, a soutenu les établissements de traitement du choléra dans 15 zones sanitaires du Sud-Kivu en fournissant des médicaments et du matériel médical, permettant le traitement de plus de 500 cas de choléra au cours du mois.



**66 300**

Personnes ayant bénéficié des services de santé mentale et de soutien psychosocial de l'UNICEF en Ituri, au Nord-Kivu et au Sud-Kivu en octobre

## PROTECTION

Les partenaires du gouvernement américain soutiennent les services de protection critiques dans les zones de la RDC touchées par le conflit, tout en intégrant des considérations de protection dans tous les autres programmes humanitaires du gouvernement américain. L'USAID/BHA fournit un financement qui permet aux partenaires de soutenir les services de protection de l'enfance et d'aide psychosociale, l'instauration d'espaces sûrs pour les enfants et les victimes de violence sexiste, les activités axées sur la santé mentale et le bien-être du personnel et les efforts communautaires visant à atténuer le risque de violence. En octobre, l'UNICEF a apporté une assistance juridique, médicale et psychosociale à plus de 1 200 survivants de VBG et a renforcé la sensibilisation des communautés à la prévention de la VBG, touchant plus de 230 000 personnes à travers le pays, soit une augmentation de 130 % par rapport au nombre de personnes touchées en septembre.



**14**

Nombre de partenaires du gouvernement des États-Unis mettant en œuvre des programmes d'abris en RDC

## ABRIS ET CAMPS

Grâce au financement du gouvernement américain, les ONG et les partenaires des Nations Unies facilitent la construction d'abris d'urgence pour les personnes déplacées et soutiennent la coordination et la gestion des sites destinés aux PDI et aux réfugiés en RDC. Le financement du gouvernement des États-Unis soutient l'achat et la distribution d'articles d'aide d'urgence en nature, notamment des couvertures, des ustensiles de cuisine et des bâches. Les partenaires de l'USAID/BHA fournissent également des solutions d'hébergement à plus long terme aux rapatriés dans des zones plus stables, en complément d'une assistance juridique pour aider les familles rapatriées à obtenir des terres pour l'agriculture et le logement dans les zones où elles sont relogées. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), partenaire du Département d'État/PRM, a distribué des articles de secours d'urgence à 4 600 ménages, ainsi que 4 600 kits de dignité pour les femmes, dans les villes de Masisi et de Sake au Nord-Kivu en novembre, à la suite d'une recrudescence de la violence dans la région.



Provinces dans lesquelles  
les partenaires de  
l'USAID/BHA mettent en  
œuvre des programmes  
WASH

## WASH

Le Gouvernement des États-Unis finance des ONG et des partenaires des Nations Unies pour mettre en œuvre des activités WASH dans toute la RDC. Les activités soutenues par le gouvernement américain comprennent la distribution de kits d'hygiène et d'autres produits essentiels WASH et le transport de réserves d'eau d'urgence aux sites accueillant des PDI et des réfugiés. Les partenaires du gouvernement américain construisent et réhabilitent également des infrastructures WASH, telles que des stations de lavage des mains, des latrines, des douches et des points d'eau, et facilitent un accès sûr aux infrastructures WASH existantes pour les populations vulnérables. En octobre, l'UNICEF a permis l'accès à l'eau potable à plus de 191 000 personnes dans les zones de crise de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu. Le partenaire des Nations Unies a également atteint plus de 184 000 personnes avec des activités de promotion de l'hygiène en Ituri au cours du mois.

## RÉSUMÉ DU CONTEXTE

- Malgré la mise en œuvre d'un accord de paix en 2003, les combats entre les forces loyales au GRDC et différentes entités armées, notamment les Forces démocratiques de libération du Rwanda, le M23, le groupe Mai-Mai et des milices affiliées aux groupes ethniques Hema et Lendu, continuent de faire rage et contribuent à des niveaux élevés d'insécurité et de déplacement des populations dans l'est de la RDC.
- Les violences, l'accès humanitaire restreint, les piètres infrastructures, les recrutements forcés dans les groupes armés et l'accès limité aux terres agricoles et aux marchés traditionnels ont contribué à la dégradation des conditions humanitaires dans plusieurs parties de la RDC, déclenchant ainsi un déplacement interne généralisé et l'exode des populations réfugiées.
- Depuis mars 2022, de nouveaux affrontements entre les FARDC, le M23 et d'autres groupes armés dans le territoire de Rutshuru ont provoqué le déplacement de centaines de milliers de personnes dans le Nord-Kivu et le Sud-Kivu, mettant à rude épreuve les capacités humanitaires dans les zones d'accueil des personnes déplacées. Les personnes déplacées internes sont confrontées à des risques importants de maladie et de protection en raison d'un accès inadéquat aux abris et à d'autres formes d'aide d'urgence, en particulier dans la périphérie de Goma, où de nombreuses personnes ont fui à la suite de l'escalade du conflit en octobre 2022. Les organisations d'aide humanitaire font également état d'un accès très restreint aux zones du Nord-Kivu contrôlées par le M23, où l'accès aux services de base et à la nourriture est probablement limité.
- Le 12 octobre 2023, l'ambassadrice des États-Unis Lucy Tamlyn a renouvelé une déclaration de besoin humanitaire pour l'année fiscale 2024 en raison des conditions d'urgence complexes en cours en RDC.

## FINANCEMENT HUMANITAIRE DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2024<sup>1</sup>

PARTENAIRE DE MISE EN ŒUVRE	ACTIVITÉ	LIEU	MONTANT
<b>USAID/BHA</b>			
PAM	Aide alimentaire (États-Unis), Aide alimentaire en nature, Nutrition	Ensemble du pays	222 340 218 \$
	Assistance alimentaire – Transferts en espèces pour l'alimentation	Ensemble du pays	10 000 000 \$
	Soutien au programme		55 598 \$
<b>FINANCEMENT TOTAL USAID/BHA</b>			<b>232 395 816 \$</b>
<b>DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM</b>			
Comité International de la Croix-Rouge (ICRC)	Agriculture ; Relance économique et systèmes de marché ; Assistance alimentaire - Transferts en espèces pour l'alimentation, bons d'alimentation ; Coordination humanitaire, gestion de l'information et évaluations ; Santé ; Soutien logistique ; Assistance en espèces polyvalente ; Protection ; Abris et camps ; WASH	Ensemble du pays	3 300 000 \$
<b>FINANCEMENT TOTAL DU DÉPARTEMENT D'ÉTAT/PRM</b>			<b>3 300 000 \$</b>
<b>FINANCEMENT HUMANITAIRE TOTAL DU GOUVERNEMENT AMÉRICAIN EN INTERVENTIONS D'URGENCE EN RDC POUR L'EXERCICE FISCAL 2024</b>			<b>235 695 816 \$</b>

<sup>1</sup> L'année de financement indique la date d'engagement ou d'obligation, et non d'affectation, des fonds. Les chiffres reflètent le financement annoncé publiquement au 28 décembre 2023.

### INFORMATIONS SUR LES DONS PUBLICS

- La façon la plus efficace de contribuer aux efforts d'assistance consiste à verser des dons aux organisations humanitaires qui interviennent. La liste des organisations humanitaires qui acceptent des dons pour des interventions d'aide aux populations victimes de catastrophes dans le monde est disponible sur [www.interaction.org](http://www.interaction.org).
- USAID encourage les dons en argent, car ils permettent aux professionnels de l'aide d'acheter exactement ce qui est nécessaire (souvent dans les régions touchées), de réduire la mobilisation des ressources rares (comme les routes, le temps du personnel et les espaces de stockage), de transférer très rapidement l'aide sans coûts de transport, de soutenir l'économie des régions frappées par une catastrophe ainsi que d'offrir une assistance respectant les contraintes locales d'ordre culturel, alimentaire et environnemental.
- Pour en savoir plus, consultez :
  - Centre d'information USAID sur les catastrophes internationales : [cidi.org](http://cidi.org)
  - Des informations supplémentaires sur les activités d'aide aux populations sinistrées sont disponibles sur [www.reliefweb.int](http://www.reliefweb.int).

Les bulletins d'information d'USAID/BHA sont disponibles sur le site USAID à l'adresse suivante : [usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work](http://usaid.gov/humanitarian-assistance/where-we-work)